

SPIP de Mont-de-Marsan

LA PRÉVENTION DEVIENT UNE ILLUSION

Mont-de-Marsan, le 12/03/2026

Au SPIP de Mont-de-Marsan, les personnels ne font plus face à une surcharge ponctuelle, mais à un déséquilibre profond et durable entre les moyens dont nous disposons et la réalité des flux que nous devons absorber. Ce déséquilibre, qui use les agents, dégrade leurs conditions d'exercice et vide progressivement les missions de leur substance.

Depuis le début de l'année, la situation s'emballe : en huit semaines, 193 détenus supplémentaires ont été intégrés aux suivis, soit 24 arrivées en moyenne chaque semaine, essentiellement des transferts, venant s'ajouter à des portefeuilles déjà à saturation, installant une pression continue qui rend désormais impossible un accompagnement réellement construit, attentif et individualisé.

Derrière ces données, la réalité du terrain est tout autre : des portefeuilles qui frôlent ou dépassent la centaine de suivis par conseiller. Les entretiens qui s'enchaînent sans respiration, des demandes qui s'accumulent. Les décisions qui devraient être préparées avec sérieux doivent être traitées dans l'urgence permanente.

Le personnel ne peut plus voir correctement les personnes détenues, il ne peut plus travailler en profondeur sur leurs projets, leurs fragilités, leurs risques de récidive. Cette impossibilité de faire leur travail dans des conditions normales, nourrit inévitablement frustration et incompréhension, ce qui se traduit de plus en plus par des agressions verbales et des menaces lors des entretiens. Les CPIP deviennent les premiers réceptacles d'une tension que le système lui-même crée.



En janvier ou plus récemment le 27 février, des agressions écrites et verbales ont visé directement des collègues, et ces faits ne sont pas isolés. Il est le symptôme d'un service qui fonctionne en flux tendu permanent. **L'administration exige des résultats sans donner les moyens humains nécessaires pour les atteindre.**

Les CPIP sont profondément attachés à leurs missions de prévention de la récidive et d'accompagnement vers la réinsertion. Refusant de devenir de simples gestionnaires de dossiers à la chaîne, contraints de privilégier la quantité au détriment de la qualité, et exposés chaque jour à un risque psychosocial croissant.

L'UFAP UNSa Justice demande un effectif complet, stable et adapté aux flux réels, afin qu'ils puissent exercer leur métier avec humanité, professionnalisme et sécurité.

La prévention ne doit pas être juste affichée ; elle doit se traduire par des actions concrètes, construites dans le temps et dans la relation, et aujourd'hui, à Mont-de-Marsan, cette réalité est gravement menacée.